

## CANTON DE NEUCHÂTEL : L'attitude de deux élues a agacé les manifestants du secteur social

Les travailleurs sociaux neuchâtelois ont été snobés par les conseillères d'État Florence Nater et Crystel Graf, mercredi, dans la cour du château.

par

Marc Fragnière

1 / 4



Florence Nater et Crystel Graf n'ont pas fait long dans la cour du château, mercredi.

MFR



Environ 300 manifestants s'étaient réunis dans la cour du château.

MFR



La foule a fait part de son mécontentement aux autorités.

MFR



En fin de mobilisation, les manifestants ont ouvert leurs parapluies, pour rappeler que les travailleurs du social étaient souvent le dernier parapluie pour protéger les plus démunis du canton.

MFR

A l'appel de divers syndicats et des institutions qui les emploient, 300 employés du secteur social neuchâtelois ont fait entendre leurs revendications aux autorités, mercredi dans le chef-lieu. En marge d'une rencontre entre leurs représentants et ceux du Gouvernement, les travailleurs sociaux souhaitent clore leur manifestation par la remise d'une pétition signée par 85% des près de 2000 employés de la branche. Lassées d'attendre la fin des discours qui leur étaient adressés, Florence Nater et Crystel Graf ont quitté la cour du château sans accuser réception de la pétition, suscitant colère et incompréhension dans le camp des manifestants.

#### Publicité

Brocardées par la foule à leur arrivée, les élues ont semblé agacées par la longueur du premier discours prononcé par une éducatrice pas vraiment rompue à l'exercice. Elles ont carrément tourné les talons lorsqu'une syndicaliste a annoncé la prise de micro par un deuxième orateur. De quoi estomaquer une grande partie de l'assistance regrettant un manque de respect. «Nous dénonçons le mépris des autorités cantonales

pour le personnel qui lui n'hésite pas à donner de son temps pour combler le manque d'effectif», ont fustigé les organisateurs de la manif, dans un communiqué diffusé mercredi soir.

Alors que le secteur santé neuchâtelois prépare également une mobilisation le 6 décembre et que les travailleurs sociaux sont appelés à se joindre à leurs compagnons d'infortune du parapublic, il n'est pas certain que la féerie de la Saint-Nicolas envoûte la cour du château. L'ambiance promet d'être pesante à

cette occasion, d'autant plus que représentants du secteur social et autorités n'ont pas trouvé de compromis, lors de leur séance de ce mercredi.

## **Les travailleurs sociaux se sentent abandonnés**

En septembre dernier, l'État neuchâtelois avait annoncé qu'il ne prendra pas en compte les surcoûts dans les prochains budgets des institutions régies par la convention collective ES, dont il est le partenaire. Des dépenses pourtant jugées indispensables par les institutions pour assurer leur bon fonctionnement. La grande majorité des collaborateurs sociaux s'attendent à aucune revalorisation salariale en 2023 malgré la conjoncture. Actuellement, ces employés du parapublic touchent en moyenne 15% de salaire en moins que les fonctionnaires neuchâtelois.

# La colère monte dans la cour du château

Le secteur social neuchâtelois s'est mobilisé en marge de négociations avec le Conseil d'Etat. Un dialogue de sourds, selon un syndicaliste.

Le Grand Conseil neuchâtelois empoignera le budget 2023 de l'Etat mardi 6 décembre. L'ambiance s'annonce tendue, notamment autour des moyens attribués aux institutions du domaine social. Un tour de chauffe a eu lieu hier.

«Des moyens pour le social! Vous avez besoin de nous, nous avons besoin de vous! L'humain n'est pas rentable mais il est indispensable!» Les slogans ont fusé dans la cour du château, où des travailleurs sociaux et

des bénéficiaires étaient venus en nombre pour se faire entendre par les autorités.

Les conseillères d'Etat Florence Nater et Crystel Graf s'apprêtaient à recevoir une pétition. Signée par 85% des 1800 travailleurs du personnel du secteur social, elle demande «une véritable reconnaissance des métiers du social».

Les deux ministres avaient rendez-vous avec les représentants des employés et des employeurs soumis à la

convention collective de travail qui régit les établissements spécialisés (CCT-ES). Florence Nater et Crystel Graf sont brièvement venues au contact des manifestants. Regardant leurs montres, elles ont coupé court pour, sous les huées, rejoindre leur rendez-vous avec certaines des personnes présentes.

## «Derniers remparts»

Une éducatrice venait de témoigner au micro. «Nous som-



Les conseillères d'Etat neuchâteloises Florence Nater et Crystel Graf, tout à droite, voulaient être à l'heure pour rencontrer des représentants du secteur social. LUCAS VUITEL

mes les derniers remparts contre l'exclusion et la précarité. Nous demandons aux autorités de valoriser notre travail et d'offrir une reconnaissance salariale comparable à celle des employés de l'Etat», qui gagnent environ 15% de plus. Les

conseillères d'Etat n'ont pas assisté à la prise de parole d'un autre éducateur.

«Apparemment, le dialogue va être difficile», a rebondi Marie Métrailler, du Syndicat des services publics (SSP). Cette dernière a lancé un appel à la mo-

bilisation le 6 décembre. «Vous n'êtes pas seuls. Comme vous, le secteur de la santé a pour l'instant 0% d'adaptation salariale à l'inflation l'année prochaine.»

## Dialogue de sourds

La rencontre avec les ministres n'a pas donné satisfaction. «C'était un dialogue de sourds. Il n'y a eu aucune ouverture, même pas sur l'adaptation des salaires au renchérissement», nous a relaté Claude Brosy, du SSP.

«La position du gouvernement nous choque», a ajouté le syndicaliste. «Il considère les fondations actives dans le social comme seuls partenaires de discussion. Celles qui pourront appliquer la CCT le feront, les autres pas. C'est contraire au principe d'une CCT qui prévoit des solutions globales.» **FME**